ICANN78 | Réunion générale annuelle – Séance plénière At-Large EURALO : gouvernance multipartite pour les nouvelles infrastructures Internet
Mercredi 25 octobre 2023 – 9h00 à 10h00 HAM

YESIM SAGLAM : Voilà. Bonjour et bienvenue à la session plénière de l'EURALO pour les nouvelles infrastructures de l'Internet : SpaceX, IRIS2 et Internet Access pour tous. Nous avons donc une séance politique pour tout le monde. Je suis Yesim. Je suis la modératrice à distance pour cette séance. Cette séance est enregistrée et est gouvernée par les standards de comportement de l'ICANN.

Durant cette séance, les questions ou commentaires qui sont soumis dans le chat seront lus à haute voix si elles sont inscrites. Comme je l'ai noté dans le chat, je vais lire les questions et les commentaires à haute voix durant le temps prévu pour les questions. L'interprétation pour cette séance comprendra l'anglais, le français et l'espagnol. Cliquez sur l'icône d'interprétation dans Zoom et sélectionnez la langue que vous allez utiliser durant cette séance, que vous allez écouter durant cette séance.

Pour nous assurer de la transparence, de la participation à ce modèle multipartite de l'ICANN, nous vous demandons de vous inscrire sur Zoom en utilisant votre nom complet, par exemple, votre prénom et votre nom de famille. Vous pouvez être retiré de cette séance si vous

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

n'utilisez pas ce nom complet. Avec cela, je vais passer la parole à Sébastien Bachollet, le président de l'EURALO.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci d'être présent durant cette séance. C'est une des séances politiques organisées par l'At-Large durant cette réunion. Tout d'abord, je dois vous dire que c'est la deuxième session. Ce n'est pas pour répéter la première séance, mais nous avons déjà eu une séance en ligne pour organiser le la discussion. Donc nous avons ainsi plus de temps pour discuter puisque nous sommes ici en présentiel. Je voudrais remercier Joanna qui a organisé tout cela. Il s'agit là de son succès, n'est-ce pas? Donc nous allons lui passer la parole afin qu'elle gère cette réunion. Merci encore une fois d'être ici. Joanna, allez-y.

JOANNA KULESZA : Merci à la communauté de l'At-Large pour cette séance. Je suis vice-présidente de l'ALAC et je représente EURALO. C'est ma première réunion en tant que première représentante polonaise. Merci beaucoup. Alors comme l'a dit Sébastien, il s'agit de la deuxième partie de la séance sur les politiques, le deuxième atelier de travail. Là, nous allons continuer la conversation aujourd'hui sur l'état des lieux du modèle multipartite. Il ne s'agit pas là de discuter le concept en général, mais nous avons choisi un thème avec une question ouverte, à savoir comment ce modèle va s'appliquer dans l'avenir.

Vous pouvez voir que le sujet en lui-même n'est pas nouveau. Nous avons vu des nouvelles structures, infrastructures. Comme vous l'avez

vu, on a parlé avec John Crane il y a quelques jours. Vous pouvez savoir que les satellites terrestres existent depuis longtemps. La question que nous avons posée durant la première partie de cette séance était… D'ailleurs, nous avons reçu une introduction technique. Nous avons parlé de ces satellites à orbite bas. Donc les présentateurs aujourd'hui vont nous donner des éléments d'information sur cela, des questions, des enjeux qu'ils pourront discuter avec l'At-Large. Peut-être que l'on pourrait en tirer une discussion intéressante à partir de la communauté. Vous allez trouver les questions sur l'écran. Donc, ces questions ouvertes aujourd'hui concernent l'évolution du modèle multipartite de l'ICANN, et cela au suivi des nouvelles infrastructures, des développements d'infrastructures de l'Internet, à savoir si la communauté At-Large spécifiquement devrait étudier cela de plus près, surtout parce qu'il y a là un impact de ces nouvelles infrastructures sur la connectivité de l'Internet.

Nous examinons cet exemple d'un côté durable et bien sûr, il est important de discuter de ces objectifs de développement durable, puisque l'ITU va avoir une conférence assez bientôt. Au sein de la communauté At-Large, nous devrions bien sûr avoir une opinion, un point de vue sur cette discussion au sujet de ces éléments d'infrastructure de l'Internet qui sont nouveaux. Cela pourrait être pertinent.

Alors, d'un côté, nous allons utiliser ces éléments pour en apprendre un peu plus parce que certaines personnes ne sont pas au courant de ce qui se fait au niveau de SpaceX, surtout dans les pays en voie de développement et donc les satellites par exemple, qui ont été retirés de

l'espace de l'Ukraine par exemple en ce moment. Alors, nous avons eu des nouveaux développements dans cette technologie. Nous voulons que ce soit fait d'une façon équitable.

Nous avons deux conférenciers, nous avons deux personnes, des experts qui travaillent sur la géopolitique et sur les nouvelles infrastructures. Et donc ils vont nous faire une introduction de sept minutes. Ces conférenciers vont nous expliquer les points pertinents à la communauté des utilisateurs finaux. Nous, en tant que communauté d'utilisateurs finaux, et bien cela peut être d'intérêt.

Avec cela, je vais donc souhaiter la bienvenue à Dr Uta Meier-Hahn qui est conseillère pour la technologie et qui fait partie de la Société de la coopération allemande pour la technologie. Elle va être avec nous ce matin. Merci de sa présence. Ensuite, nous aurons un ami et collègue, Pari Esfandiari, qui représente l'EURALO à l'ALAC et qui est président du Forum de la technologie mondiale. J'ai aussi eu de la chance d'encourager deux leaders de l'At-Large, de soutenir cette séance. Donc les questions-réponses seront gérées par Cheryl Langdon-Orr qui est passionnée par ce sujet. Donc merci d'avoir accepté cette invitation, Cheryl. Et bien sûr, nous avons la participation de Jonathan Zuch qui est président de l'ALAC. Donc s'il y a quelque chose que nous pouvons faire, eh bien Jonathan pourra le faire. Je vais donc parler.

Je vais demander à ce qu'Uta prenne la parole et qu'elle parle à un rythme raisonnable afin que les interprètes puissent faire leur travail.

UTA MEIER-HAHN : Je suis Uta. Je. Je dois vous apporter un peu de contexte. Je viens de GIZ. C'est une entreprise de bénéfice public. Nous soutenons le gouvernement allemand et nous les aidons à accomplir leurs objectifs au niveau de la coopération internationale. Nous travaillons avec beaucoup de pays à travers le monde, et ce, dans différents domaines et nous voulons aussi encourager les nouvelles politiques pour le développement durable dans beaucoup de domaines.

Bien sûr, les gens qui sont dans ma bulle me demandent ce que nous faisons. En général, nous parlons de l'Internet par satellite et donc je voudrais vous donner un peu de détails. On parle de l'internet satellite en général et de l'orbite bas, et tout cela est sur l'ordre du jour de beaucoup d'entreprises. Donc je vais vous parler de cela en deux parties.

Donc, quel est l'impact potentiel pour combler le fossé numérique que les satellites qui opéreront de l'espace pourront nous aider à combler? Donc la connectivité à large bande de l'espace pourrait faire partie d'une des parties de l'infrastructure au sein d'autres solutions. Nous savons que ce fossé numérique est absolument réel, mais c'est un processus. Ce fossé s'élargit puisque nous n'agissons pas.

Donc voilà, il y a un enjeu de temps et de résilience pour combler ce fossé numérique. Donc, avec l'Internet satellitaire, nous pouvons donner des solutions, des infrastructures de connectivité pour aider, donc réduire et combler ce fossé numérique, et cela plus rapidement.

Deuxième partie. Donc cet internet satellite un peu plus mature, c'est un mot général pour d'autres technologies qui évoluent dans l'espace

en ce moment. Cela peut offrir un côté plus robuste aux structures qui sont déjà existantes. Vous savez, nous connaissons tous le problème de l'Ukraine. Donc je voudrais souligner que l'Internet par satellite pourrait fonctionner comme un moyen sûr ou de sécurité pour fournir de la connectivité pour les personnes, les services ou les pays qui n'ont plus de connectivité d'Internet.

Donc les corporations mondiales, les entreprises mondiales devraient veiller à cela, à cet aspect. Donc, il y a un niveau de gouvernance internationale qui peut être intéressant pour toutes les parties prenantes. Nous participons tous aux risques qui sont associés à la technologie. Et donc les débris, par exemple, qui peuvent tomber de l'espace peuvent être très coûteux.

Donc il y a aussi en même temps, il y a des pays et des nations qui ont des entreprises qui opèrent ou qui vont bientôt opérer leur constellation de satellites interstellaires. Donc tout cela est très pertinent par rapport au traité de l'espace. Et donc toute cette utilisation de l'espace devrait être au profit de l'humanité. Alors il y a beaucoup de situations dans l'avenir où les pays resteront donc des clients de seulement très peu de fournisseurs de l'Internet par satellite.

La plupart des pays devraient se poser la question sur les options de ces connexions Internet par satellite. Est-ce que sera ce sera d'intérêt pour eux? Cela inclut plusieurs conditions qui sont attachées à ce genre de connectivité. Cela inclut aussi des dépendances sur un seul fournisseur.

Donc, au-delà de cette considération, il y a des questions lorsqu'il s'agit de la gouvernance sur l'architecture technique qui vont au-delà de ce

que l'on voit maintenant. Et donc en général, ce n'est pas ma spécialité, mais l'espace comprend des infrastructures qui vont poser des questions car les conditions sont différentes. Les conditions physiques changent.

Par exemple, des experts comme Joanna Espana Bernagoul et toutes les autres personnes qui en ont parlé, il faut savoir qu'il y a une ouverture. Est-ce que cette ouverture d'infrastructure peut être accomplie pour toutes les personnes impliquées? Est-ce que cette incompatibilité entre les réseaux peut être outrepassée? Comment est-ce que l'interconnexion entre les fournisseurs peut être assurée d'une façon technique et aussi d'une question pratique au niveau des opérations? Et bien sûr, lorsqu'il s'agit de l'équipement, comment prévenir les effets pour les fournisseurs dominants, par exemple en encourageant l'interopérabilité et la standardisation?

Donc il faut parler de l'accès à la technologie, un accès à la technologie. Et est ce qu'il pourrait y avoir dans l'avenir plus d'accès? Donc, il y a des ressources limitées. Cela va empêcher une certaine croissance de cette industrie. Il peut y avoir une notion de responsabilité qui peut être différent pour tous.

Alors, est ce que la coordination différente à travers tous les forums peut accomplir cet objectif de l'intérêt ou du bénéfice pour tous? Il vaut mieux comprendre les bases institutionnelles et les politiques de l'environnement qui sont liées à l'Internet. Nous avons des pays qui avancent assez rapidement pour utiliser ces systèmes et Starlink d'ailleurs travaille sur cela. Il y a quelques exemples, le Kenya, le

Mozambique, le Nigeria qui ont déjà déployé des systèmes et la Tunisie aussi sont sur le chemin d'utiliser de telles technologies. Nous avons aussi l'Afrique du Sud, etc.

Donc ces pays participent à l'Internet par satellite. Ils sont tous des membres. Ils ont déjà fait l'expérience de négocier des enjeux à l'ITU durant les conférences de communication. Ils ont une expérience dans l'introduction de ces systèmes satellites avec VSAT et ils sont aussi membres de l'Union africaine qui examine les enjeux de façon active, les d'enjeux liés à la localisation des données et les flux de données inter-frontières.

Cela donc fournit aux régulateurs de ces pays beaucoup d'expérience et beaucoup de compétences pour gérer cet Internet satellite que l'on appelle LEO. Tout cela est très bien, nous pouvons construire là-dessus et avancer ainsi. Alors, avec cette question maintenant, comment est-ce que ces membres dont j'ai parlé vont pouvoir concrètement assurer qu'ils ne sont pas laissés pour compte dans les conceptions des systèmes?

La Conférence de la communication de la radio mondiale a permis la fréquence de bandes de tous types de services. Elle ne décide bien sûr pas des systèmes particuliers qui pourront donc se trouver dans toutes ces fréquences. Il y a donc des forums qui vont pouvoir nous informer sur les groupes de parties prenantes – malheureusement pas pour tous les états nations - dans le développement de l'Internet basé dans l'espace.

JOANNA KULESZA : Merci de cette présentation. Je vais passer maintenant passer la parole à Pari.

PARI ESFANDIARI : Merci de m'avoir invité. Merci à l'EURALO de m'avoir offert cette opportunité de discuter sur cette thématique. Les nouvelles technologies qui incluent cette technologie d'orbite bas – qu'on appelle LEO – vont pouvoir nous amener de l'Internet à haute vitesse dans tout dans le monde. Les satellites LEO vont envelopper la Terre pour offrir un Internet fiable et accessible dans les lieux les plus reculés, dans les avions. Les utilisations potentielles seront donc la surveillance des tremblements de terre et d'autres types de catastrophes.

Donc c'est quelque chose qui est désirable, souhaitable. Donc ces développements auront un impact dans nos vies quotidiennes, sur l'économie. L'Internet nous permet de réaliser nos objectifs de développement durable. L'ICANN est engagé envers l'inclusion numérique et le comblement du fossé numérique.

Les systèmes LEO ajoutent de nouvelles couches de complexité à l'infrastructure Internet qui est déjà complexe. Il s'agit de nouvelles stations qui relient les satellites aux satellites, l'Internet aux satellites, aux terminaux terrestres. Les signaux reçus peuvent être différents de ceux que nous avons actuellement.

La sécurisation du système est rendue d'autant plus complexe. À ce stade, des essais n'ont pas encore été concluants. Il n'est pas clair à quel point nous pourrons donc réaliser ce qui avait été prévu. Starlink

est actuellement la structure qui indique qu'il y a des réductions de vitesse. Les conditions climatiques, l'impact des conditions climatiques ne sont pas encore bien comprises. Donc quatorze 40 satellites ont été perdus au mois de février 2022.

D'autres préoccupations concernant la vulnérabilité. Il y a cette question d'incompatibilité des constellations de satellites, donc des risques de vulnérabilité. Les coûts opérationnels sont élevés et ces réseaux doivent encore être mis à l'essai.

Les normes standardisées sont désirables et donc les satellites LEO sont propices à tout ce qui est...

Il y a aussi des préoccupations relatives au marché, à la concurrence. Donc actuellement, le marché est limité. Il y a donc des avantages pour les nouveaux arrivés. Il y a aussi des barrières, donc les orbites optimales sont sur le devant de nos préoccupations.

Il y a un potentiel de consolidation qui est recherché. En ce qui concerne les opérateurs, il y a la question donc des préoccupations concernant les débouchés. Actuellement, ces structures n'ont pas été mises à l'épreuve. Il y a aussi des préoccupations concernant les modèles commerciaux et la possibilité de pérennité de ces systèmes. Il y a beaucoup d'inconnues et il y a aussi les préoccupations environnementales. Donc il y a ce potentiel de nombreux satellites et il y a aussi des risques de collision.

Et il y a aussi la question géopolitique. Malheureusement, le transfert vers l'Internet par satellite n'arrive pas sans son lot de problèmes. Donc

il y a eu la restriction des accès aux entreprises chinoises. L'accent est maintenant mis vers le produit et le service.

Le rôle central des technologies telles que Starlink, leur efficacité, a été démontrée dans le contexte de l'invasion de la Russie de l'Ukraine par la Russie. Actuellement, nous pensons à des constellations avec quelques satellites de petite envergure. Et il y a aussi la possibilité de déployer un grand satellite. En 2017, la Chine a mené de façon réussie un déploiement et il s'en est suivi donc que c'était un signal géopolitique. L'avancement des technologies LEO vont de l'avant.

Actuellement, les partenariats public-privé sont devenus très prisés dans l'espace. Par exemple, l'un des investisseurs est le gouvernement du Royaume-Uni, le gouvernement français. Nous voyons aussi la militarisation de l'espace. La Chine, la Russie, les États-Unis, l'Inde ont élaboré des structures antimissiles qui peuvent désamorcer les missiles d'un pays tiers.

Actuellement, le partenariat public-privé est en suspens. Donc, il est essentiel que le modèle de collaboration soit encouragé.

JOANNA KULESZA : Merci beaucoup. Donc, par souci de temps, je voudrais redonner le micro directement à Cheryl. Et donc si vous avez des questions ou des commentaires, nous les accueillons avec plaisir. Vous avez aussi la possibilité de mettre les commentaires dans le chat. Nous avons donc un lieu dédié pour recevoir vos commentaires. Je vois déjà une main

levée. Je ne suis pas la modératrice des questions-réponses. Je sais que c'est un sujet qui fait polémique.

CHERYL LANGDON-ORR : Merci. Je pense que je peux aussi faire polémique. Je voudrais faire une divulgation. J'ai donc été dans le domaine de l'Internet large bande, les satellites et je suis dans une situation liée à LEO.

Ce n'est pas l'unique mécanisme que j'ai pour avoir accès à Internet et donc aussi aux larges bandes. En Australie, c'est important, c'est difficile, mais donc dans les milieux semi ruraux, c'est important. Et donc c'est pour cela que je suis passé donc du satellite au micro-ondes.

Il y a de véritables avantages à tout cela et il y a aussi des risques qui sont réels. Ce que nous allons faire au cours des prochaines 20 minutes, c'est de recueillir vos réflexions, vos commentaires et avoir une conversation avec des experts en la matière qui ont énormément de choses à nous révéler. Donc vous avez eu un avant-goût du sujet.

Je n'ai pas la possibilité, moi, de regarder dans la file d'attente sur mon téléphone. Donc nous avons un microphone qui va circuler. Il n'y a donc aucune excuse pour qui que ce soit, que vous soyez assis autour de la table ou pas, et il n'y a pas d'excuse pour ne pas lever la main. Nous vous amènerons le micro et il s'agira d'une conversation interactive.

Donc nous souhaitons recueillir vos commentaires et surtout sur trois questions. Nous souhaitons vous demander de vous concentrer sur ces questions. Donc, à titre de rappel, y a-t-il un rôle pour l'ICANN au cours de la Conférence mondiale sur la communication?

Et donc j'ai un parti pris sur la question suivante : Est-ce que le sujet doit être inclus dans la discussion du pacte numérique mondial? Je sais que beaucoup de vos entités, vos organisations, sont déjà impliquées dans cela.

Et enfin, et ce n'est pas la moindre des questions : Comment est-ce que les communautés d'utilisateurs, c'est-à-dire vous et moi, et la personne à côté de vous, comment pouvons-nous de façon efficace contribuer à faire en sorte qu'il y ait une base universelle et équitable à l'accès Internet? Donc ces infrastructures ne sont pas particulièrement nouvelles, mais elles sont absolument indispensables. Maintenant, nous avons Amrita.

AMRITA CHOUDHURY : Amrita au micro. Je voudrais essayer de répondre aux questions. Est-ce que l'ICANN devrait être impliqué dans les discussions ITU? Bien sûr, s'ils y sont autorisés, mais il y a là des groupes de travail qui devraient rentrer dans ces discussions.

Est-ce que ça fait partie du GDC? Oui, bien sûr, parce que l'accès est une thématique qui a été mentionné alors que les technologies n'ont pas été mentionnées, mais différentes manières de pouvoir connecter les gens ont été mentionnés. Nous savons déjà que ce sujet est sur la table.

Il y a aussi la question sur les utilisateurs, ce que nous pouvons faire dans nos différents pays. Il y a déjà des documents qui ont été rédigés par les différents pays. Je peux parler de l'idée. Nous avons déjà en place une stratégie pour les larges bandes et les services

technologiques de communication qui y ont apporté de nouvelles options.

Bien sûr, quand on parle de l'Internet satellite, ce sont aussi des conversations auxquelles vous participez au sein de vos propres pays. Nous pourrions aussi en parler pour tous les pays émergents qui n'y ont pas accès. Cela pourrait devenir une des options. Donc ça peut être un mélange de différentes technologies. Cela pourrait être des réseaux communautaires. Cela pourrait toutes sortes d'aides dans les pays où les personnes ne sont pas connectées puisque c'est la première priorité de la gouvernance, de la géopolitique.

Ces notions de géopolitique viennent plus tard, mais les capacités que nous avons, ces personnes devraient aussi l'avoir. Lorsqu'il s'agit de la connectivité, est ce que les personnes sur le terrain en ont besoin? Qu'est-ce que qu'en va être le coût? Quand on regarde les consortiums www au préalable, on sait très bien que les coûts sont élevés. Donc est ce que l'offre et la demande va pouvoir être équilibrée?

Si l’on vient d'un pays en voie de développement, comme je viens d'un pays en voie de développement, et bien je peux vous dire que la première priorité c'est la connectivité.

CHERYL LANGDON-ORR : Merci. Oui, je pense que je vais demander à ce qu'il y ait plus de commentaires pour qu'on puisse interagir. Je pense que Jonathan devrait prendre la parole.

JONATHAN ZUCH : Je ne vais pas essayer de répondre à vos questions parce que je pense que je n'ai pas assez d'informations pour cela. Lorsque Joanna a présenté le thème, le thème, eh bien on a parlé d'infrastructure et le rôle du système multipartite. Donc, il y a des parties prenantes en Afrique qui sont déjà impliquées dans cette conversation.

Je pense que ce que je vais dire est lié à votre troisième question. Quels sont les points de levier dans cette question? Alors, il y a eu des questions qui ont été soulevées par les universitaires, par les services de la défense. Et donc on a parlé de l'interopérabilité. Est-ce que, dans ce sens-là, il y a de l'aide au niveau des subventions gouvernementales? Est-ce qu'il y a des choses qui sont faites? Est-ce qu'il y a des points leviers que l'on pourrait utiliser pour les utilisateurs finaux, pour les parties gouvernementales? Est-ce qu'il y a des choses que l'on peut faire pour aider dans ces systèmes pour qu'ils soient interopérables?

CHERYL LANGDON-ORR : J'ai Roberto qui veut prendre la parole aussi, mais on va passer à Judith en premier. Amrita. Non, Judith?

JUDITH HELLERSTEIN : J'aimerais répondre à la question qui a été proposée par Joanna. L'ICANN n'est pas encore membre de l'ITUR. Pour ceux qui ne le savent pas, il y a trois ITU, trois sections différentes. Il y a un secteur de développement, un secteur de standardisation et il y a un secteur de radiocommunication. L'ICANN est un membre de l'ITUD, donc le secteur développement.

L'ITU n'est pas un corps multisectoriel multipartite. Donc vous ne pouvez parler que si vous faites partie d'un panel. Nous avons un statut d'observateur, nous pouvons donc venir, mais nous ne pouvons pas prendre la parole à moins qu'un pays nous invite, à moins que l'on fasse partie des panels d'experts. L'ICANN peut donc se joindre aux groupes de travail. Certains de ces groupes sont spécifiques à certains pays et d'autres non. Cela dépend bien sûr du groupe de travail spécifique. Il y a moins de règles si vous voulez, dans chaque groupe d'étude. Donc là, il y a plus de chance pour l'ICANN afin que l'ICANN puisse participer. Mais il y a aussi une question de calendrier. Voilà un aperçu de cela.

Donc le rôle de l'ICANN correspond à ce qu'ils ont fait, ce que l'ICANN a fait au sein des Nations Unies et dans d'autres organisations. L'ICANN peut mettre en place des renforcements de capacité de l'information et donc peut aussi envoyer différentes délégations. Et donc on ne va pas forcément aller à la Conférence mondiale de la radiocommunication qui a lieu tous les quatre ans, mais il y a toujours du travail qui est fait en coulisse et à travers, bien sûr, les RIR. Et donc c'est déjà avant d'avoir un rôle actif en tant que membre. Donc cette participation à travers les RIR va continuer justement pour cette conférence ou la Conférence mondiale de la radiocommunication.

Donc, Il y a déjà des... Pardon, il y a l'accès et l'inclusion est aussi présente. Mais lorsqu'ils ont tenu leur séance et qu'ils ont décliné toutes les thématiques, nous savons que l'accès faisait partie de ces thématiques. L'accessibilité n'y était pas et ne faisait pas partie de la discussion. Donc c'est un problème de pouvoir rentrer dans ce qu'on

appelle le compact numérique mondial. Il y a beaucoup d'enjeux : celui de la gouvernance, celui du secteur privé.

Ils ne nous disent pas quelles technologies vont utiliser, mais ils parlent de l'accès. Alors, il y a des rôles à jouer pour l'ICANN, pour l'At-Large et pour d'autres. Nous savons que les bibliothèques locales, par exemple, qui ont travaillé de façon très rapprochée avec les utilisateurs finaux.

Il y a un groupe qui s'appelle la Fédération internationale des bibliothèques, par exemple, qui travaillait sur l'accès LEO dans les écoles. Voilà donc une voie qui pourrait être suivie aussi, une voie qui peut venir de chaque pays. Souvent, il y a des consultations sur le rôle de l'ICANN, et l'utilisateur, qui est donc d'enseigner, de former les gouvernements et les utilisateurs, encore une fois, sur les capacités ou les possibilités. Je pourrais continuer là-dessus pendant très longtemps.

ROBERTO GAETANO : Je voudrais commencer avec la question numéro 2, faisant le suivi de ce qu'a dit Judith. La réponse courte, c'est oui. Mais le problème, c'est de continuer à travailler pour pouvoir corriger les problèmes de ce qu'on appelle le compact numérique mondial. Donc c'est un des aspects qu'il faut corriger.

Je pense ce qui a été fait, donc la voie qui a été établie sera modifiée surtout si on met la pression afin que cela puisse se faire. Donc, nous, en tant que communauté At-Large, nous sommes par définition une communauté très diverse. Et là, je passe à la question numéro 3. Je

pense que dans ce sens, nous devrions utiliser nos influences, nos canaux pour faire mettre plus de pression, justement ce qu'on appelle ce contact numérique mondial.

Donc encore une fois, pour la question numéro 1, la réponse est oui, mais je pense que le sujet est beaucoup plus compliqué qu'il le semble. On pourrait dire : Oui, bien sûr, on va donner la mission à l'ICANN d'aller à l'ITU et puis de partager les informations encore. L'ITU, c'est une organisation complexe. Donc il ne faut pas seulement dire que c'est un groupe de pays, tout simplement, il y a beaucoup plus que ça. Il y a plus de façon d'influencer les futures décisions de l'ITU. Encore une fois, nous, en tant que communauté si diverse, si diversifiée, nous pourrions certainement trouver la manière – si nous y travaillons – de nous de connecter avec les experts qui vont participer au groupe de travail.

Donc dans ce sens, il faut savoir que c'est un problème en général pour nous, la communauté At-Large, car nous savons que nous devons nous impliquer beaucoup plus dans le travail que nous faisons en dehors de ces réunions. La raison pour laquelle nous sommes ici, c'est que nous avons le lien de la communauté et nous devons nous assurer que cette communauté commence à travailler. Donc, dans ce sens, il y a quelque chose que l'on peut faire.

Je vais vous donner un exemple. Il y a quelques semaines d'ailleurs, le mois dernier, j'étais donc à Tokyo et j'étais invité à l'IPN SIG – comment c'était déjà, un groupe de travail. Je ne me souviens plus. Donc la thématique sur laquelle on m'avait demandé de parler, et bien c'était le processus d'élaboration d'un modèle de gouvernance Internet.

Comment est-ce que ce modèle pourrait être développé à travers les années et comment ce modèle pourrait être appliqué au réseau interplanétaire? Donc les liens justement satellites.

Donc, au moins, il y a une partie de la communauté qui travaille sur les réseaux interplanétaires, surtout en ce moment les projets qui sont importants – les projets lunaires, la communication établie avec la Lune, etc. Donc encore une fois, je pense qu'il y a une prise de conscience. Alors, s'ils continuent comme on a, comme on l'a fait en 1998-1999, avec un certain sens de la panique, de construire un modèle de gouvernance de l'Internet, d'un groupe qui pourrait superviser et coordonner ces activités, ce ne serait pas une bonne chose. Ils ne veulent pas rentrer dans cette même situation. Il y a maintenant un plus petit groupe de parties prenantes qui qui sont intéressés sur ce sujet.

Je vais terminer, je vais terminer mon commentaire. Donc un des groupes qui n'est pas là dans ce sens, c'est la communauté des utilisateurs finaux. Ce seront les derniers qui vont s'impliquer parce que cette communauté par définition fait autre chose dans la vie. Et bien c'est lorsqu'ils font face à ce problème de face qu'ils vont réagir. Donc c'est là où il y a un rôle pour l'ALAC, l'At-Large parce que nous représentons cette communauté. Nous devons provoquer une réaction de leur part afin qu'ils s'impliquent aussitôt que possible.

Donc un dernier commentaire rapide. Nous devons aussi faire un effort pour amener à la table des experts et des organisations qui travaillent sur ce sujet au sein de notre structure, en tant qu'utilisateur individuel, ou aussi proposer aux institutions ou à des institutions académiques ou

autres qu'ils deviennent eux-mêmes une structure At-Large. Ainsi, nous pourrions avoir en interne la connaissance qui nous permettrait de faire des propositions plus réalistes. Merci.

CHERYL LANGDON-ORR : Merci. Est-ce que je peux faire une suggestion comme mesure à prendre? Il faudrait relier l'ordre du jour aujourd'hui avec l'excellente présentation que nous avons entendue sur le réseau interplanétaire. Donc je vais interrompre la file d'attente de prise de parole après Sébastien Donc, quand vous attendez suffisamment longtemps pour mettre mes paroles donc à l'écrit. Donc, nous avons Vittorio, Hadia, Sébastien. Nous avons 7 minutes et je vous demande d'être brefs.

UTA MEIER HAHN : J'étais intriguée par cette question intéressante, intrigante donc, qu'il s'agissait de trouver des points d'entrée pour le modèle multipartite. Donc voilà, c'était des idées pour la Conférence de communication mondiale de la radio de communication mondiale. Je pense qu'il y a un soutien et nous pouvons donc renforcer le soutien en renforçant les coalitions. Actuellement, il n'y a pas de très bonne coordination. Je n'aimerais pas pointer des doigts accusateurs, mais je pense qu'il y a des groupes qui ne participent pas aux discussions dans la mesure où ils le pourraient et ils n'utilisent pas leur droit de vote pour influencer les prises de décisions sur les politiques.

En ce qui concerne les fournisseurs, j'ai essayé de le souligner. Il y a une situation où nous n'aurons que quelques fournisseurs, ce qui pénalisera

les consommateurs, les utilisateurs. Et donc il faut que nous puissions nous émanciper en tant que client. Il faudrait bâtir des coalitions lorsqu'il y aura plusieurs fournisseurs qui souhaiteront pénétrer un pays où ils évalueront la situation.

Il faudra améliorer les conditions grâce à l'intervention des pays aussi et il faut donc une meilleure élaboration de politiques pour un meilleur Internet.

Et puis il y a un commentaire général concernant le secteur privé. Le secteur privé en devenir pourrait donc bénéficier de partenariats public-privé, ce qui est valable pour l'Internet par satellite et pour d'autres choses aussi. Le système qui prévaut dans l'Union européenne peut aussi envisager des contributions en espèces de la part des collectivités qui sont incluses dans le processus. Voilà mes commentaires.

CHERYL LANGDON-ORR : Je vais vous demander d'examiner la question parce que vous allez travailler donc à l'étape 3. Vittorio, ensuite.

VITTORIO BERTOLA : Vittorio au micro. Je suis venu à cette séance complètement non préparé. Je pensais que nous allions parler de questions d'infrastructures telles que les services cloud et autres.

Donc j'ai été un peu surpris par ce sujet des satellites de l'Internet par satellite, parce qu’en fait, en dehors de l'ICANN, ce n'est pas forcément

un sujet très important. Bon, évidemment peut être pour l'Ukraine, mais pour le reste de l'Europe, nous n'utilisons pas autre chose que la fibre optique ou l'ADSL ou autre.

Donc évidemment, c'est toujours très bien de rendre l'Internet équitable et transparent, mais je pense qu'il y a d'autres priorités. Pour ce qui me concerne, ce n'est pas une priorité pour l'Europe, pour l'Internet en Europe.

CHERYL LANGDON-ORR : Merci, Vittorio. Hadia.

HADIA EL MINIAWI : Hadia au micro. Je dirais que les fournisseurs d'internet par le biais des satellites LEO sont déjà intégrés au sein du modèle ICANN multipartite. Donc ce modèle inclut les fournisseurs de services et les fournisseurs, les unités constitutives de GNSO. Donc, il n'y a pas de raisons pour lesquelles ces unités constitutives ne fournissent pas d'accès Internet par des satellites à orbite basse.

En ce qui concerne les fournisseurs, conformément à la charte des unités constitutives, sont définis comme étant des acteurs qui fournissent l'Internet et des services aux utilisateurs ainsi qu’aux fournisseurs de contenus. Voilà, je m'arrête ici.

CHERYL LANGDON-ORR : Merci Sébastien.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Si nous savions que Doreen Bogdan-Martin allait participer à la réunion, nous l'aurions invité ici. Donc je voudrais dire que quand je suis revenu de Tokyo, dans l'avion, quand nous étions donc au niveau du pôle Nord, on nous a dit qu'il n'y a plus d'accès Internet.

Je sais que je sors du sujet, mais en tant qu'utilisateurs finaux, nous devons avoir accès à l'Internet. Je ne sais pas comment cela fonctionne dans les avions. Je sais que c'est quelque chose qui se situe, nous nous situons entre la Terre et le satellite et je voudrais savoir ce que vous en pensiez. Je voulais souligner cela.

CHERYL LANGDON-ORR : Donc il y a beaucoup de commentaires dans le chat qui deviendront donc partie intégrante de notre discussion. Donc, y a-t-il un appétit pour davantage de conversations sur les sphères d'influence efficaces du point de vue de l'utilisateur final? Et est ce qu'en tant qu'At-Large, nous pourrions amener une voie, ne serait-ce qu'au niveau local auprès des juridictions associées? On ne voit pas exactement la frontière. Il y a donc le niveau de l'orbite dans l'espace. Et donc cela va être quelque chose qui existe et qui passe à côté de vous.

Est-ce que je peux donner la parole à Jonathan? Je dois lui donner cinq minutes conformément à l'ordre du jour.

JONATHAN ZUCK : Merci Cheryl et merci Joanna d'avoir organisé cette séance. Donc c'est très facile dans cette communauté de se perdre dans les détails du problème en cours, de la série suivante, de la politique de transfert des bureaux d'enregistrement. Donc c'est bien d'avoir pris le temps d'ouvrir cette conversation sur ces thématiques.

Personnellement, je demeure préoccupé par le fait que nous restons donc vraiment concentrés sur ce qu'est vraiment le mandat qui nous est confié et quelle est l'influence d'At-large par rapport à d'autres organisations telles que l'ISOC, qui ont peut-être un mandat plus élargi que les noms et les numéros?

Comme Hadia l'a dit, je pense que, à un certain stade, tout cela va devenir interopérable et donc il faut adhérer aux normes qui existent déjà. Il faut que nous puissions faire coexister les normes actuelles avec celles qui existaient déjà. Et donc la question de l'interopérabilité.

Il faut distinguer les différents supports. Donc, en ce qui concerne les ISP, peut être qu'ils ont déjà une place au sein de cet environnement et peut être que nous aboyons devant le mauvais arbre comme on dit.

Donc ce qui rend les choses difficiles, c'est qu'il y a tellement de problèmes dans le monde. Ceux qui ont principalement besoin de ces satellites, de cet internet par satellite, sont ceux qui ont le moins voix au chapitre et ceux qui vivent dans les endroits les plus reculés. Et ceux qui choisissent, comme notre ami ici, de vivre dans les lieux les plus reculés. Mais il y en a qui ne choisissent pas de vivre dans ces lieux reculés où l'Internet n'est pas disponible. Donc la technologie mobile en son temps a permis de fournir un accès à ceux qui ne l'avaient pas.

Eh bien, il faut donc maintenant envisager ces déploiements, car il y a un grand désir d'avoir cet accès à l'Internet et il s'agirait de savoir comment ralentir ces compromis. Je crois que c'est très difficile de parler aux gens d'un problème qui est à un horizon lointain alors qu'ils ont des problèmes plus immédiats à résoudre.

Donc voilà quelques réflexions que j'ai. Je ne sais pas si j'ai vraiment un ordre du jour très concret, mais je peux dire que nous devons continuer au sein d'At-Large de peaufiner et d'examiner notre mandat au sein de cette communauté et quel est notre rôle. Peut-être que notre rôle, très précisément, serait de les mettre, de les faire venir dans les unités constitutives ISP.

Nous célébrons maintenant notre 20e anniversaire At-Large. Nous devons alors explorer quelles sont nos priorités, quelles sont les thématiques les plus importantes pour notre communauté et en fonction des régions. Nous devons nous concentrer sur les régions les plus mal desservies et nous devons examiner le rôle que nous pourrons jouer. J'espère que j'ai pu vous livrer quelques commentaires qui ont du sens.

CHERYL LANGDON-ORR : Merci, Jonathan. Nous avons commencé un petit peu en retard, donc nous avons encore quelques instants.

JOANNA KULESZA : Merci. Donc, vous savez que j'ai un ordre du jour auquel je souhaite m'en tenir. Je sais que cette discussion suscite beaucoup de passions.

La raison pour laquelle nous menons cette discussion, c'est parce qu'il faut agir une fois que les fréquences sont allouées et après ce sera trop tard. Donc Elon Musk, lui, sera en mesure de changer ce qu'il souhaite au moment où il le souhaitera.

Donc je sais qu'il y a des collègues qui se passionnent pour ce thème, et bien c'est le moment d'agir. Si nous décidons d'agir, nous pourrons organiser davantage d'ateliers. Donc, je voudrais vous remercier de nous avoir rejoint si tôt. S'il y avait un endroit où on pouvait canaliser toute cette passion, eh bien, dites-nous je ne sais pas où. Tout ce que je peux faire, c'est que je peux commencer ici, amener mes amis autour de la table et dire : Voilà, c'est là où ça se passe.

Donc, si on pouvait essayer de voir où est-ce qu'on pourrait canaliser cette passion à travers le processus multipartite, et bien dites-le-moi. Je suis là pour ça.

Je ne viens pas ici avec des recommandations ou des ordres. Non, ce n'est pas cela. On ne va pas aller à l'ITU et dire : Voilà, on a tous ces utilisateurs finaux dans les pays émergents et puis il faut s'en occuper. Non, ils ne vont pas le faire. Nous avons peu de capacités, mais nous devons agir maintenant, peut-être avec un document ou un élément de ce que vous appelez la boucle At-Large. Et il faut leur dire : Voilà, ce sont les choses que vous devriez demander à vos gouvernements – Qui est là, qui a l'argent, qui a l'accès, des petites choses simples comme celles-là.

Donc, excusez-moi, je devais le dire, j'avais deux minutes. Voilà, Merci de votre travail et merci encore une fois. Si vous avez des commentaires, des enseignements à me donner, dites-le-moi.

CHERYL LANGDON-ORR : Merci de nous avoir rejoint et merci pour nos interprètes. Merci à l'équipe technique et merci à tous. Bonne journée. Merci!

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]